



Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique

***Bouleversements politiques dans le monde arabe :
quelle politique régionale pour la Turquie ?***

février 2012, Espace Kiron, Paris

autour de

Gérard GROC

Chercheur associé à l'IREMAM/CNRS, spécialiste de la Turquie contemporaine,
chargé de cours à l'IEP et la faculté de lettres d'Aix-en-Provence

animé par

Didier BILLION

Directeur des publications de l'IRIS
rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*

*Dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie
de la Délégation aux affaires stratégiques*



Introduction

Le thème retenu pour notre séminaire – Bouleversements politiques dans le monde arabe : quelle politique régionale pour la Turquie ? – est important dans le contexte actuel, en particulier au vu des tensions récentes dans les relations franco-turques. Avec ce que l'on peut qualifier d'accélération de l'Histoire dans le monde arabe et la vague de contestation qu'elle a entraînée, la Turquie a renforcé son rôle dans cette région et multiplié les initiatives politiques. Mais elle a aussi subi de plein fouet les contradictions de ces événements.

Ces dernières années, la politique étrangère de la Turquie a été maintes fois caricaturée, qui par ignorance, qui par volonté de nuire à l'image du pays. La politique du « zéro problème avec nos voisins » a ainsi été moquée, à tort, car elle n'est pas tant une position achevée qu'un objectif à long terme, et il est de fait compréhensible que cet objectif n'ait pas été atteint immédiatement. Cette politique a cependant marqué un réel changement de paradigme par rapport à une époque où il était affirmé que « le Turc n'a d'ami que le Turc ».

L'expression « néo-ottomanisme » a elle aussi été beaucoup utilisée pour qualifier cette politique étrangère, de manière probablement abusive. Il y a sur ce point un problème de méthode : il n'est pas possible de comparer un État impérial à une Turquie républicaine qui n'a aucune volonté expansionniste. De la même façon, il est incorrect de qualifier la politique étrangère de l'AKP (Parti de la justice et du développement) de politique islamiste et/ou islamique. Pas plus qu'il n'existe de politique extérieure catholique ou bouddhiste, il n'existe en réalité de politique extérieure islamiste, ni en Turquie ni ailleurs.

Face à ces problèmes de caractérisation s'est aussi manifestée une surenchère médiatique sur le thème « Nous sommes en train de perdre la Turquie ». Mais qui est ce « nous » ? Est-ce un « nous » de majesté ? Est-ce le « camp occidental » ? Quoiqu'il en soit, ce n'est pas parce que la Turquie s'ouvre à la Syrie ou à d'autres pays de la région qu'elle se détourne des États-Unis ou qu'elle abandonne ses ambitions européennes (elle n'a pas le choix, même si c'est un processus long et ingrat). Il ne faut pas oublier, par exemple, qu'elle a accepté l'installation sur son sol d'un radar d'alerte avancée, partie au projet de défense antimissile des États-Unis en Europe, lui-même intégré au système de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Il n'y a ainsi pas de rupture stratégique dans les relations Turquie - États-Unis. Il est en outre assez mal venu pour la France de critiquer les relations qu'a entretenues la Turquie avec la Syrie ou la Libye, alors qu'elle-même a contribué à la réinsertion de ces deux États dans le jeu des relations internationales. De la même façon, si Ankara n'a pas vu venir les révolutions arabes, les « puissances occidentales » non plus.

Synthèse des débats

Il y a un contraste, voire une contradiction, entre l'affirmation de la diplomatie turque dans la région qui nous intéresse aujourd'hui et les difficultés conjoncturelles qu'elle traverse. L'incontestable charisme du Premier ministre turc et l'efficacité de son ministre des Affaires étrangères ne suffisent visiblement pas à affronter sereinement les défis posés par le « printemps arabe ».

Les nouvelles orientations de la politique étrangère turque

Il y a depuis dix ans, dans la mise en œuvre de la politique extérieure turque, la progression de trois temporalités qui ne sont pas mutuellement exclusives.

La première consiste à tenter de se positionner en tant que médiateur, comme par exemple entre Israël et la Syrie. La seconde consiste à se faire le promoteur de la prospérité économique en direction de son voisinage, notamment en Iran, en Irak, en Syrie et dans les Territoires palestiniens. Il s'agit dès lors d'utiliser les relations économiques comme des outils de fluidification des relations. Enfin, la Turquie se pose à présent en fondateur d'une zone de solidarité, et les multiples déplacements d'Ahmet Davutoğlu participent de cet effort de renforcements des liens et des échanges avec les États voisins de la Turquie. Les idées de « zones-frontières », de villes limitrophes, conçues comme des postes avancés de coopération constituent les déclinaisons pratiques de cette problématique générale, cette construction d'un réseau de solidarité ayant en effet été favorisée par les orientations générales de la politique extérieure d'Ankara.

Il y a toutefois des ambiguïtés. En Irak, par exemple, on constate un décalage entre le discours officiel sur le respect de l'intégrité de l'État irakien et la présence turque, à la fois physique et économique, de plus en plus prégnante dans le Kurdistan irakien, notamment auprès de Massoud Barzani. Cette présence favorise objectivement l'émergence et le développement d'un processus d'indépendance de la région du Kurdistan d'Irak dont l'un des objectifs implicites est de pacifier les relations avec les Kurdes de Turquie. Le problème étant que M. Barzani n'entretient pas de réels rapports avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et n'est donc pas un acteur permettant de concourir à la résolution de la question kurde en Turquie.

Pour G. Groc, l'Iran est au cœur de toutes les difficultés que rencontre la Turquie dans ses relations extérieures.

Ainsi, au lendemain de la loi française de pénalisation de la négation du génocide arménien de 1915, votée le 22 décembre 2011 à l'Assemblée nationale et le 23 janvier suivant au Sénat, la question iranienne engage le problème arménien. Les liens entre Erevan et Téhéran ont d'ailleurs été confirmés lors de la visite de Mahmoud Ahmadinejad à son homologue arménien, Serzh Sargsyan, le 23 décembre 2011, au cours de laquelle s'est affirmée la volonté de resserrer les liens économiques et commerciaux entre les deux États.

Par ailleurs, si une attaque aérienne était envisagée par Israël à l'encontre de l'Iran, Tsahal pourrait vouloir survoler le territoire turc ce qui poserait alors une série de difficultés. Enfin, la montée des tensions entre sunnites et chiites dans la région incite Recep Tayyip Erdoğan à évoquer la possibilité d'une véritable guerre de religions.

On peut considérer que la politique d'Ankara à l'égard de Téhéran souffre du manque de compréhension turque de la politique iranienne des États-Unis. En effet, lorsque la Turquie, l'Iran et le Brésil proposent une tentative de solution diplomatique (signé le 17 mai 2010 à Téhéran, cet accord prévoyait l'échange en Turquie de 1 200 kg d'uranium iranien faiblement enrichi contre 120 kg de combustible enrichi, destiné au réacteur de recherche nucléaire à fins médicales de Téhéran), Ankara est surprise par la violence de la réaction de Washington alors qu'elle pensait disposer d'un demi-feu vert de sa part. En outre, si les sanctions états-uniennes et européennes à l'encontre de Téhéran compliquent la situation entre Ankara et Téhéran, les Iraniens sont eux-mêmes très divisés. Tout accord est donc voué à un échec *ad initio* s'il n'est pas défendu en interne, auprès du Guide iranien lui-même. C'est en partie pourquoi Barack Obama cherche des canaux de communication vers le Guide, d'où l'attention que les États-Unis portent aux tentatives de médiation de R. T. Erdoğan sur le dossier nucléaire.

Comme on le voit la question des relations turco-iraniennes est absolument centrale et probablement sous-estimée par les observateurs. En effet, derrière le bilatéral se profile une série de dossiers aussi compliqués à gérer les uns que les autres pour la diplomatie turque qui ne possède pas tous les atouts pour jouer un réel rôle de médiateur.

Enfin la relation avec l'Iran engage également les relations que la Turquie entretient avec l'Irak, la Russie, qu'Ankara ménage à double titre, d'abord en raison de l'importance de l'approvisionnement en gaz, et ensuite parce que Moscou est considérée comme un partenaire privilégié de la Turquie.

En ce qui concerne les pays d'Asie centrale, la position de la Turquie a beaucoup évolué depuis le début des années 1990, durant lesquelles Ankara pensait retrouver ses « frères

turcophones » et avait cédé à de fortes illusions sur ses capacités à acquérir une influence déterminante sur la région considérée dans son ensemble. Mais cette ligne a échoué, et, à présent, ce sont les relations bilatérales avec chaque État qui priment.

Le qualificatif de « néo-ottomanisme » pour désigner la politique étrangère de la Turquie conserve une certaine pertinence d'après G. Groc, non pas au sens impérial/impérialiste, mais en ce qu'il met en lumière la remise en cause du principe de l'intangibilité des frontières que défendaient ardemment les kémalistes. Il s'agit pour A. Davutoğlu, en fluidifiant les rapports de l'État turc à ses frontières, de renforcer ses capacités de négociation. D. Billion conteste toutefois ce point de vue, en rappelant que la Turquie est un État-nation, et qu'à ce titre, elle considère ses frontières comme intangibles. C'est d'autant plus le cas dans un pays où il y a eu une volonté quasi obsessionnelle de prémunir les frontières contre toute agression de la part de ses voisins. Pour lui, depuis une quinzaine d'années (et donc antérieurement à l'arrivée au pouvoir de l'AKP), il y a en Turquie une volonté d'initier une politique davantage ouverte, non pas sur la frontière, mais sur le rapport à la région. Cette politique s'inscrit paradoxalement dans la lignée du kémalisme et explique que les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères sont peu critiques à l'égard de l'AKP, considérant que le parti au pouvoir défend les intérêts nationaux turcs.

Pour ce qui concerne la position qu'occupent ce qu'il est convenu d'appeler les « Tigres anatoliens », nouvelle bourgeoisie d'affaires ascendante, dans le redéploiement stratégique de la politique étrangère turque, G. Groc considère que ces derniers profitent incontestablement d'opportunités que la politique extérieure de l'AKP favorise. On peut aussi préciser que cette classe d'entrepreneurs s'est imprégnée des méthodes de gestion à l'europpéenne, et se considère comme très compétitive en diffusant notamment son modèle de culture d'entreprise dans la région. La contrepartie est qu'ils sont parfois en décalage avec des modes de fonctionnement différents, notamment dans les pays d'Afrique. Ils doivent donc créer un marché adapté, et, ce faisant, représentent des agents de prospérité pour l'AKP, se percevant eux-mêmes comme tels.

Quelles relations avec les puissances occidentales pour la Turquie ? Peut-elle être un pont entre celles-ci et son environnement régional ?

La position de la Turquie est bien moins polarisée que ce que nous décrivent les médias. Si la diplomatie turque s'ouvre vers les pays arabes, le sens à donner à cette nouvelle orientation est l'affirmation d'une position régionale, qui s'inscrit bien dans sa qualité de

membre de l'OTAN. Ankara se resitue ainsi par rapport à une région au centre de laquelle elle dispose d'une position que personne ne peut lui contester. Il s'agit alors pour l'État turc de jouer sur l'idée de proximité, et, de ce point de vue, on constate une véritable continuité dans sa volonté à se recentrer sur la région depuis les années 1980-1990, c'est-à-dire la période de Turgut Özal. Les orientations choisies dans le cadre de la relation Turquie-Israël et l'intensification de leurs rapports sont également loin de l'image d'une polarisation. La diplomatie turque est marquée par une grande adaptabilité, et le pays a su se maintenir au centre des différents flux agissant sur la région.

Pour se hisser au rang de puissance mondiale (selon les projections actuelles, elle devrait atteindre le rang de 10^e puissance économique mondiale en 2023, c'est du moins l'objectif affiché par R. T. Erdoğan), la Turquie a besoin d'une région pacifiée. L'ensemble de ces initiatives diplomatiques, en particulier régionales, sont ainsi prises dans le cadre de la volonté des responsables turcs d'inscrire leur pays dans le processus de mondialisation. Toujours en quête d'adaptation la politique extérieure de la Turquie, telle que dirigée par Ahmet Davutoğlu, fait ainsi preuve d'une véritable plasticité.

Ainsi, pour G. Groc, la Turquie n'est pas seulement un pont ou un intermédiaire entre sa région et les puissances occidentales, mais un véritable pivot, avec une capacité de *soft power*, et un rôle de modèle. Une telle position suppose de se rattacher aux deux extrémités dont elle est le relai, et implique donc une forme de coopération avec les États-Unis et l'Union européenne. Certains analystes soulignent que, dans la relation Turquie-États-Unis, la politique du « zéro problème » est très importante, et que cela constitue un facteur de renforcement des liens entre les deux États. G. Groc tempère cette vision. Pour lui, contrairement à ce que l'on a pu lire dans la presse, le lien n'a jamais été menacé ni même affaibli. L'un des points forts de R. T. Erdoğan a été d'avoir très vite su tisser de forts liens avec les États-Unis. Même le refus du Parlement turc de laisser passer des troupes états-uniennes sur son sol en 2003 – dont il s'est ensuite servi pour démontrer l'indépendance de la Turquie – n'était pas ce qu'il souhaitait au départ. Et, une fois encore, il a donné son accord à l'installation d'un radar antimissile en Turquie par les États-Unis.

Il en va de même de la relation que le pays entretient avec l'Union européenne, et ce même après le vote sur la Constitution européenne en 2005 durant lequel le discours anti-turc avait vivement irrité Ankara. À ce sujet, il est difficile d'évaluer l'impact que peut avoir le déficit d'image de la Turquie au sein de l'Union européenne sur sa politique extérieure, en particulier en direction des pays arabes. Pour G. Groc, il n'est en tout cas pas certain que cela rende le pays plus attractif. En revanche, le sentiment d'être rejetée par l'Union européenne

pousse la Turquie à vouloir devenir une sorte de « grand frère » des nouveaux gouvernements du « printemps arabe » et à défendre son appartenance à cette région. Toutefois, l'AKP souffre de l'héritage de la diplomatie kémaliste, et du mépris dont celle-ci faisait preuve envers le monde arabe. Il est difficile de savoir si le regard que porte la Turquie sur les pays arabes a réellement changé. Cela dépend probablement davantage de la perception des individus que d'une vision générale. Quoiqu'il en soit, il est nécessaire pour la Turquie de contribuer à la stabilisation de la région. Le discours de R. T. Erdoğan et d'A. Davutoğlu sur la parenté entre la Turquie et le monde arabe reste un peu lénifiant, et finalement peu argumenté. Savoir s'il est le reflet de la vision kémaliste reste difficile à affirmer. Quoiqu'il en soit, le discours reste très contrôlé, et évite le dérapage d'une posture de « grand frère » vers une posture « hégémonique ».

La Turquie, un modèle pour les nouveaux gouvernements des pays du « printemps arabe » ?

La Turquie a su faire preuve d'une indéniable audace et acquérir une certaine indépendance. Sa popularité auprès de ses voisins est en hausse, et la personnalisation du pouvoir autour de R. T. Erdoğan en a fait un symbole, une synthèse dont les préalables remontent aux années 1990. Les événements les plus récents apparaissent comme l'accomplissement de cette volonté, notamment dans les relations avec Israël, avec l'incident de Davos ou celui du Marvi Marmara.

Une étude récente de l'université du Maryland montre que, dans les pays arabes, R. T. Erdoğan apparaît comme l'acteur politique le plus crédible, et représente, avec son gouvernement, un modèle dans toutes les acceptations du terme. Ce modèle est auto-promu en Syrie (tout du moins avant la crise profonde qui affecte ce pays), en Égypte ou en Tunisie. Une réussite économique brillante, la démocratisation du pays, les changements institutionnels mis en œuvre et les victoires électorales répétées de l'AKP depuis presque dix ans lui offrent une importante légitimité. Le bilan du gouvernement turc montre une aptitude à évoluer au sein des paradigmes qu'il a initiés et une capacité à atteindre ses objectifs.

Il est toutefois éventuellement paradoxal, de la part de la Turquie, d'avoir à la fois valorisé les mouvements de contestation comme celui de la place Tahrir, et, dans le même temps, avoir toujours préféré que les pouvoirs soient concentrés dans les mains des institutions des autorités centrales (et potentiellement de l'armée), en Égypte et en Irak notamment. De fait, la visite en Tunisie de R. T. Erdoğan était très attendue, à la fois par la

société civile et les islamistes. Il est difficile d'estimer s'il a déçu ou s'il est parvenu à convaincre son auditoire. Il est vrai qu'il a tenté de mettre l'accent sur ce qu'une partie de la population voulait entendre (discours sur la laïcité notamment) et sur le fait que le « modèle turc » portait de nombreux espoirs. On peut néanmoins souligner que Rached Ghannouchi a parlé du « modèle AKP » et non pas « turc », et que cela constitue une différence politique d'importance. Son objectif est de mettre en avant le fait qu'il va jouer la carte de la démocratie, comme l'a fait l'AKP. De même, quand Abdullah Gül visite la place Tahrir, au mois de mars 2011, il prend bien soin d'expliquer que la Turquie n'a pas pour objectif d'être un modèle, mais peut, peut-être, servir d'exemple, de source d'inspiration. C'est une attitude politique très prudente.

Comment expliquer les difficultés d'application de la doctrine d'A. Davutoğlu ?

De fait, si G. Groc évoque la Turquie comme « pont », ce qui semble ressortir du débat c'est qu'il y a davantage d'incompréhensions que de résultats tangibles, notamment au niveau de l'Iran, de cette politique. La réponse du conférencier est que, s'il y a bien des difficultés avec l'Iran, qui reste un cas à part, le fait est qu'il y a une réelle multiplication des liens, notamment avec les pays arabes.

L'échec partiel de la doctrine d'A. Davutoğlu se retrouve néanmoins dans la difficulté pour la Turquie à se positionner au centre de cette onde de choc qui traverse le monde arabe : intervenir sans être interventionniste n'est pas une équation simple à maîtriser. Le cours problématique de ses relations avec l'Iran ou encore la récente attaque de l'ambassade de Turquie en Irak sont des indicateurs de cette difficulté. La situation libyenne est également complexe, quand on se souvient qu'il y avait environ trente mille Turcs installés dans le pays avant la chute du régime Kadhafi et que la Libye avait investi entre 13 et 15 milliards de dollars en Turquie.

Si l'on se penche de plus près sur la doctrine d'A. Davutoğlu, on constate qu'elle fait ressortir une vision simplificatrice du Proche-Orient et des interlocuteurs arabes de la Turquie. Ankara semble avoir une vision trop globale d'une région dont les régimes politiques seraient paralysés et figés par l'emprise de l'idéologie et dont l'économie serait fortement ralentie. D'une telle vision est née l'idée qu'il suffirait à l'AKP de mettre quelques éléments liants dans le contenu des échanges, telle la proximité historique et culturelle, ou l'islam, pour créer un climat de communauté avec ses voisins. Mais ce n'est manifestement pas suffisant face à de nombreux défis, telles les tensions entre chiites et sunnites par exemple. C'est pour ces

raisons que la Turquie peut avoir des difficultés, probablement conjoncturelles, à s'insérer dans les processus en cours dans le monde arabe.

En outre, l'AKP est arrivé au pouvoir en mettant en avant la notion de pluralité dans son discours contre l'idéologie kémaliste et dans le but de faire accepter sa différence. Mais une fois au pouvoir, cette pluralité s'est révélée beaucoup plus difficile à mettre en œuvre que ne le pensait le parti. La démocratisation et le repentir ne suffisent pas, et la question kurde est un exemple, parmi d'autres, des défis auxquels l'AKP est confronté. Toutefois, pour construire des relations fluides avec ses voisins, arabes notamment, et pour se projeter dans la région, l'acceptation et la gestion de la pluralité sont nécessaires pour Ankara, puisque ce sont des pays de cultures et d'identités différentes.

Se pose également la question de savoir si ce que nous constatons de la « dérive du régime vers l'autoritarisme » pourrait avoir un impact sur la politique étrangère de la Turquie. Selon G. Groc, cette politique étrangère est déjà extrêmement personnalisée. Il n'y a finalement que très peu de décideurs en charge des questions de politique extérieure et les producteurs d'idées sur ces questions se concentrent dans un noyau très restreint regroupé principalement autour d'A. Gül, A. Davutoğlu et R. T. Erdoğan. Mis à part quelques *think tanks* et instituts, il n'y a finalement que peu d'ouverture à des acteurs diversifiés sur les questions de politique extérieure. Quant à savoir si la doctrine est appliquée par les corps d'État et les militaires, G. Groc considère que l'AKP se méfie de l'appareil diplomatique, qui avait par exemple initié une force de résistance à Necmettin Erbakan dans les années 1996-1997. Il n'y a donc pas de promotion des ministères de la Culture ou des Affaires étrangères comme interlocuteurs réels dans l'élaboration des relations diplomatiques. On constate que l'AKP privilégie d'autres vecteurs pour décliner ses décisions de politique étrangère : *Diyanet*¹ ou hommes d'affaires par exemple. Quant aux militaires, ils ne s'opposent pas à l'objectif de la politique de baisse d'intensité des tensions dans la région ou celle visant à tenter de régler la question kurde, tout du moins tant qu'ils y sont associés.

Enfin, une autre pierre d'achoppement de la doctrine réside dans le fait que le discours d'Ankara sur la démocratisation et la nécessité d'un État laïc, formulé par exemple en Égypte, n'est pas appliqué en Turquie même. Gérard Groc souligne toutefois que le discours de l'AKP a fait de la laïcité la garante de la liberté religieuse afin de défendre sa propre différence à l'égard du kémalisme, mais non pas pour défendre une laïcité à la française. Il faut à ce propos souligner que la laïcité turque est très différente du concept français de laïcité. Pour

¹ Direction des Affaires religieuses, rattachée au Premier ministre.

G. Groc, R. T. Erdoğan a eu du courage en lançant ce « pavé dans la mare » dans son discours prononcé au Caire, évoquant la laïcité avec la conscience que la construction d'un État moderne nécessite que celui-ci soit laïc. Un participant estime toutefois que la laïcité turque ne défend pas à proprement parler la diversité. Ainsi, elle ne protège pas particulièrement les minorités tel les Alévis de la discrimination. Ce paramètre ne passe pas inaperçu, ni en Égypte ni en Tunisie. Ce décalage peut aisément tempérer, pour G. Groc, l'enthousiasme de ces pays à l'égard de la Turquie. Toutefois on peut aussi considérer que le discours de la Turquie, qui ne varie pas entre la Tunisie et l'Égypte, est avant tout celui d'un partenaire. En ce sens le discours de R. T. Erdoğan n'est finalement pas tant un « pavé dans la mare » car à l'extérieur il ne s'exprime pas comme dirigeant de l'AKP mais comme Premier ministre de la Turquie. La laïcité turque ne se positionne certes pas contre l'islam, mais la Turquie n'a pas l'ambition d'être un modèle.

Conclusion

Il y a un décalage, dans la politique régionale de la Turquie, entre un consensualisme affiché, une volonté de créer une fédération d'intérêts dans un espace partagé, et une prise en compte insuffisante des failles et des potentiels de conflictualité. Cela ne signifie pas que la doctrine d'A. Davutoğlu soit un échec, mais qu'elle rencontre des difficultés dans son application. Il n'y a pas de jeu à somme nulle dans les orientations de politique étrangère de la Turquie. C'est pourquoi il n'est pas possible pour l'AKP de faire l'économie de ses relations avec les États-Unis et l'Union européenne, s'il veut construire des liens solides avec les pays arabes. Il est enfin, du point de vue de G. Groc, essentiel de surveiller l'évolution de la situation en Iran, ce pays étant au cœur des problématiques de la politique extérieure turque.

Liste des participants

Bastien Alex

Chercheur, IRIS

Quentin Baillon

Collaborateur de Jean-Michel Boucheron, député à l'Assemblée nationale

Yohanan Benhaim

Institut d'études politiques de Paris

Vincent Berhault

Master 2 Relations internationales, IRIS Sup'

Ariane Bonzon

Journaliste, Slate.fr

Didem Bora

Coordinatrice à Paris, Institut du Bosphore/TÜSIAD

Louis-Marie Bureau

Institut d'études politiques de Lille, Co-Président du Club du Millénaire

Nevzat Ceylan

Président, Fédération d'entrepreneurs et de dirigeants de France FEDIF

Joanne Chaix

Assistante de recherche, IRIS

Arnaud de Chanterac

Conseiller du Président « Relations Institutionnelles », Défense Conseil International DCI

Lara Deger

Institut d'études politiques de Lille, Co-Présidente du Club du Millénaire

Jean-Marie Demaldent

Professeur émérite de sciences politiques, Paris Ouest Nanterre La Défense

Duygu Dogan

Master 2 Relations internationales, IRIS Sup'

Thomas Dournon

Directeur antenne de Lyon, Club du Millénaire

Mehmet Erdogan

Secrétaire du Président, Plateforme de Paris

Deniz Erocal

Consultant, ancien administrateur à l'OCDE

Mehtap Eryiki

TÜSIAD - Association des industries et des entreprises de Turquie

Rémi Gauvain

Chargé de mission, Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense

François Guerin

Chargé de mission, ministère de la Défense

Sogûk Handan

Doctorante, Paris I

Agnès Ide

Rédactrice financier, Direction de la Mondialisation/Mission des programmes et du réseau, ministère des Affaires étrangères et européennes

Antonia Kaplan

Journaliste, *Hearst Newspapers*

Delphine Lavergne

Assistante de recherche, IRIS

Renaud Léon

Chargé de mission « Programmation », Maison de l'Europe de Paris

Michel Makinsky

Chargé d'enseignement, Ecole supérieure de Commerce et de Management de Poitiers - ESCM

Khadija Mohsen-Finan

Chercheuse associée à l'IRIS, Maître de conférences à l'Université Paris VIII

Arthur Paecht

Chargé de mission auprès du ministre de la Défense, ancien vice-Président de l'Assemblée nationale

Fabienne Robert

Ingénieur de recherche, Collège des Bernardins

Alain de Savigny

Ecrivain et historien, spécialiste de l'Empire ottoman

Hanifi Senlik

Directeur général, Fédération d'entrepreneurs et de dirigeants de France FEDIF

Füsün Tahran

Consultante auprès d'investisseurs français et turcs

Alican Tayla

Chercheur, IRIS

Isabelle Vartanian

Journaliste

Denis Verret

Président, DV-Conseil

Anna Voskou

Stagiaire, Ambassade de Chypre à Paris

Dilek Yankaya

Doctorante, CERI-Sciences Po Paris

Fatih Yetim

Doctorant à l'EPHE, journaliste pigiste pour *TRT Haber (TRT News)*